

Certains des membres de notre délégation ont également rencontré des représentants d'organisations oeuvrant pour la défense des droits de la personne, d'associations de femmes, des artistes ainsi que des réfugiés du camp de Limon. Nous avons pu nous rendre compte directement de la bonne réputation du Canada, laquelle nous habilite à contribuer au processus de paix.

L'accord demande à la communauté internationale de respecter et de soutenir les efforts des parties. Celles-ci font remarquer qu'elles ont "des plans en vue de la paix et du développement en Amérique centrale", mais qu'elles ont "besoin d'aide pour les concrétiser". J'avais prévu me rendre dans la région avant le printemps prochain, mais, après l'accord d'esquipulas, j'ai décidé d'y aller plus tôt afin d'y manifester concrètement le soutien du Canada. Je me suis efforcé de rencontrer, en sept jours, un éventail aussi représentatif que possible de personnes et d'organisations qui, parce qu'elles sont partie prenante au conflit, doivent être amenées à se joindre au processus de paix. J'ai eu des entretiens avec les cinq présidents; les cinq ministres des Affaires extérieures; d'autres ministres et comandantes; les deux ecclésiastiques, le cardinal Obando y Bravo et l'archevêque Rivera y Damas, qui ont été chargés de diriger le processus de réconciliation au Nicaragua et au Salvador, respectivement; des dirigeants de l'aile politique de la guérilla au Salvador; un représentant de la Contra au Costa Rica, Alfredo Cesar, ancien directeur de la Banque centrale du Nicaragua sous le gouvernement sandiniste et Brooklyn Rivera, le leader des indiens Miskitos; des dirigeants de l'opposition au Nicaragua, y compris Pablo Antonio Cuadra, poète réputé et corédacteur en chef de La Prensa, ainsi que des organismes de défense des droits de la personne.

En outre, le lieutenant-colonel Don Ethell et le lieutenant-colonel Gerald Thompson, officiers canadiens qui ont commandé des opérations internationales de maintien de la paix dans d'autres régions du monde, faisaient partie de notre délégation. Ils ont eu des entretiens détaillés avec des autorités centraméricaines sur les défis concrets que posent la conception et la mise en oeuvre de mécanismes de vérification et de maintien de la paix. Le plan d'Esquipulas propose déjà des procédures de vérification et de suivi, mais j'ai fait remarquer à chacun des présidents que, de l'avis du Canada, ils sous-estimaient la complexité de la mise en place de tels mécanismes. Il faut qu'une opération de maintien de la paix soit parfaitement adaptée à la région concernée. On ne peut tout simplement pas transposer un modèle efficace à Chypre dans le contexte très différent de l'Amérique centrale. Nos experts estiment qu'il faudra de six à huit mois pour concevoir et mettre en place un mécanisme qui se révélerait efficace en Amérique centrale. J'ai affirmé que le Canada offrait ses